

Macron et l'Algérie : énième repentance pour encourager la submersion migratoire et faciliter sa réélection

écrit par Conan | 5 mars 2021



Je ne m'étais pas trop inquiété sur le bien fondé des propos de M. Philippe Milliau, Président de TVLiberté, dans une lettre qu'il adressait à tous ses abonnés à l'occasion des vœux de l'année 2020, les prévenant notamment du danger de voir arriver en France, en toute légalité, 16 millions d'Algériens (double nationaux restés au bled, ayant droit au regroupement familial, étudiants, touristes bidon etc.) et, de toutes façons, il suffit de poser un pied en France ! Mais après cette nouvelle repentance, je commence à me poser des questions... En effet, n'existe t-il pas maintenant un faisceau de circonstances qui risque de nous conduire à cette situation ?

Il y a d'abord cette campagne de repentance unilatérale qui débuta par notre "crime contre l'humanité", puis la pitoyable demande de "pardon" à la veuve du traître communiste Maurice Audin, ensuite la désignation de l'"historien" militant trotskiste pro-FLN à la tête de la <<mission sur la mémoire de la colonisation et de la guerre

d'Algérie>>, maintenant la reconnaissance officielle de la responsabilité de la France dans la **mort de l'avocat des poseurs de bombes algériens** et dirigeant FLN Ali Boumendjel, **notre pays étant, en outre, averti par l'Elysée que cette quête de la vérité sera "prolongée et approfondie au cours des prochains mois, afin que nous puissions avancer vers l'apaisement et la réconciliation"** ... On peut se demander si nous ne sommes pas à la limite de la faute de mandat... Notre président n'aurait-il pas d'autres sujets de préoccupation prioritaires actuellement ?

A contrario, les autorités algériennes n'ont, quant à elles, jamais exprimé le moindre regret devant les innombrables et abominables crimes commis par les terroristes du FLN que l'ami Régis Guillem a remarquablement dénoncé [dans un précédent article](#) en évoquant Mars 1962...

Autre circonstance contribuant à cette crainte : les opposants à l'invasion migratoire maintenant interdits formellement de parole !!! La demande de dissolution de G.I. en est la meilleure démonstration, ceci, uniquement parce que leurs adhérents avaient établi- de façon très paisible- que l'on pouvait entrer en France comme dans un moulin, et ce, contrairement au show télévisuel auquel s'étaient prêtés macron et darmalin au col du Perthus peu après la décapitation de Samuel Paty. **Enfin, se conjugue à ces signaux de sympathie en direction de la jeunesse algérienne, le risque de l'effondrement économique de leur pays.**

A ce sujet, il n'y a pas meilleures références que le pronostic de naufrage que faisait récemment notre distingué africaniste Bernard Lugan et que nous reproduisons ci-après :

Algérie : l'effondrement en vue

(...) Un naufrage déjà prémonitoirement annoncé en quelques

lignes le 28 septembre 2015 par Sid-Ahmed Ghozali, ancien ministre et président-directeur général de la Sonatrach (la société nationale des hydrocarbures) de 1966 à 1979, quand il avait déclaré au journal *El Watan* :

“Je crains un effondrement. Il est inéluctable (...) Après 53 ans d’indépendance, notre société vit par la grâce d’une richesse épuisable et unique, de surcroît non créée par nous (...) l’Algérie est l’un des rares pays, sinon le seul, à se retrouver dans cette si grande et si dangereuse précarité : 99% de nos importations, y compris le blé de notre pain quotidien, sont payées par les revenus des hydrocarbures ! (...) Qui est responsable de cet état de choses ? Un pouvoir vautré dans l’économie de la rente”.

Sid Ahmed Ghozali avait vu juste, car la leçon des crises des années 1986, 1990 et 1994 n’ayant pas été retenue, l’économie algérienne n’avait pas été diversifiée, et le pays continuait à vivre sur la rente des seuls hydrocarbures. Voilà qui explique l’impasse actuelle due à la fois, certes à l’effondrement conjoncturel des cours, mais, bien plus grave, à l’épuisement des réserves. D’où une baisse de la production entamée en 2008, baisse un temps camouflée par l’envolée des cours.

Aujourd’hui, les gisements en activité s’épuisent et aucune découverte majeure n’a été faite susceptible de redresser le volume de la production.

La question s’énonce donc simplement ainsi : Comme les hydrocarbures fournissent, bon an mal an, entre 95 et 98% des exportations et environ 75% des recettes budgétaires, le *Titanic* algérien va inéluctablement se trouver en perdition. ET CES INCAPABLES, BIEN ET DEPUIS LONGTEMPS CORROMPUS, DÉSIGNERONT DE SUITE LA FRANCE COMME “BOUÉE DE SAUVETAGE”... ET CETTE DERNIÈRE COULERA ALORS À LA SUITE SI L’ON NE FERME PAS LES FRONTIÈRES...

Paralysés, et afin de détourner l’attention du Peuple, les dirigeants d’Alger abattront alors leur “joker” habituel, à

savoir la dénonciation de l' "héritage colonial".

Ils ont d'ailleurs commencé à le faire ce mardi 9 février 2021 quand M. Ammar Belhimer, porte-parole du gouvernement algérien et ministre de la communication, a réclamé (lire en fait : exigé) que la France reconnaisse ses "crimes coloniaux".

Quelques jours auparavant, lors d'un entretien donné au quotidien *El Massa*, le même ministre avait osé parler de la France en des termes qui, en d'autres temps, auraient, au moins, entraîné une réaction diplomatique : "*Le criminel (lire : la France) fait généralement l'impossible pour éviter d'admettre ses crimes, mais cette politique de fuite en avant ne peut pas durer*".

Voilà qui en dit long sur la réponse d'Alger à la volonté d'"apaisement des mémoires" demandée par le président Macron à ce pauvre **Benjamin Stora***... Traité, avec des relents d'antisémitisme, de "nouveau harki de la France" par la presse algérienne, Benjamin Stora ne cesse, depuis la remise de son rapport, de donner des gages à ses amis du FLN. Dans un entretien accordé le 7 février 2021 au site web algérien *L'Expression Nationale*, il a ainsi déclaré qu'il ne voyait pas d'inconvénient à la présentation d'excuses de la France à l'Algérie pour les massacres commis". Fin de citation.

Bernard LUGAN